

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 18/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCHROLL

75 rue Prunier
68000 Colmar

Références : 0006704907_2024_06_24_SCHROLLPrunier_VIIC respect ech MED 20 12
Code AIOT : 0006704907

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2024 dans l'établissement SCHROLL implanté 75 rue du prunier 68000 Colmar. L'inspection a été annoncée le 11/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée afin de vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 décembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHROLL
- 75 rue du Prunier 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006704907
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est constitué d'installations de transit et de regroupement de déchets de différentes catégories ainsi que d'une déchetterie professionnelle.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure du 20 décembre 2023 relative au risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des installations	AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 2	Demande d'action corrective	15 jours
2	Aire aspiration	AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 3	Demande d'action corrective	Tous les 6 mois
3	Poteaux incendie	AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 4	Astreinte	-
4	Étude mise en place de canons d'extinction	AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 5	Astreinte	-
5	Étude mise en place caméra thermographiques	AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 6	Astreinte	-
6	Étude réduction du risque	AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 8	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 20 décembre 2023 contient 7 prescriptions. Seules 6 d'entre elles ont été examinées lors de la visite d'inspection, l'un des délais n'étant pas échu.

Sur deux prescriptions, relatives à la surveillance des installations et à l'étude de réduction du risque, à la suite des éléments transmis par l'exploitant après la visite, le service d'inspection ne propose pas de sanctions administratives sous réserve que l'exploitant lui apporte des compléments.

L'exploitant ne s'est pas conformé aux autres prescriptions contrôlées de cet arrêté dans les délais impartis qui concernent la maîtrise du risque incendie (moyens disponibles et à étudier pour améliorer cette maîtrise à la suite des incendies survenus en septembre 2020 et en août 2021). Le service d'inspection propose en conséquence des sanctions administratives au préfet sauf sur l'article 3 relatif à l'aire d'aspiration. Sur ce point, l'exploitant a justifié qu'il n'était pas en mesure d'y répondre dans les délais imposés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations
Prescription contrôlée : Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7.2.2.1 de l'arrêté modifié du 25 novembre 2010 susvisé : « <i>L'exploitant procède à une surveillance humaine permanente des installations en vue de détecter tout départ de feu.</i> [...]».
Constats : <p>Lors de la visite du 17 octobre 2023, il a été constaté l'absence de ronde régulière et conforme au contrat passé avec la société de gardiennage.</p> <p>Le gardien contractuellement devait assurer une ronde une fois par heure sur chaque site (site situé rue des Pruniers et site situé rue Branly) et il devait valider son passage en badgeant au niveau de différents points de contrôle.</p> <p>Lors de la visite du 24 juin 2024, l'inspection a rencontré le gardien présent sur le site peu après 16h. Le service d'inspection a examiné la note d'intervention qui stipule qu'une ronde doit être effectuée toutes les heures ainsi que, par sondage, le registre d'intervention. Ce registre ainsi que les propos du gardien indiquent que l'intervention de la société de gardiennage en semaine commence à 16 h et finit à 6 h le lendemain matin. Or l'exploitant a mentionné au service d'inspection que l'activité du site commence à partir de 7 h du matin.</p> <p>Par ailleurs, le gardien dispose d'un système de gestion des rondes qui enregistre ses passages. Le service d'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre les relevés associés aux rondes réalisées du 19 janvier au 22 janvier 2024 et du 22 juin au 24 juin 2024.</p> <p>L'exploitant a joint à son courrier daté du 12 juillet 2024 les relevés des pointages sollicités. L'examen de ces relevés (rondes réalisées entre le vendredi 19 janvier 16h et le lundi 22 janvier 2024 6h ainsi que du samedi 22 juin 16h au lundi 24 juin 2024 6h) montrent que :</p> <ul style="list-style-type: none">- les rondes réalisées entre le vendredi 19 janvier 16h et le lundi 22 janvier 2024 ont respecté la fréquence d'une par heure,- les rondes sont arrêtées à 5h du matin le samedi 20 janvier (l'exploitant travaillant le samedi 20 au matin), le lundi 22 janvier et le lundi 24 juin,- les rondes réalisées du samedi 22 juin au dimanche 23 juin ne respectent pas la fréquence d'une fois par heure (rondes réalisées toutes les 2 heures environ entre 22h et 5h),- les rondes effectuées le 24 juin au matin ne respectent pas la fréquence d'une toutes les heures (environ toutes les 1h30). <p>L'exploitant a également joint à son courrier daté du 12 juillet 2024 la note de rappel de son prestataire à destination de ses employées, datée du 26 juin 2024, sur le respect de la fréquence des rondes (toutes les heures), le bon de commande du service de gardiennage daté du 19 août 2021 (qui mentionne des horaires à effectuer en semaine de 16 h à 8h) et une copie de ses échanges de courriels avec son prestataire précisant les horaires requis de présence d'un gardien (de 16h à 7 h le lendemain matin en semaine).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communiquera au service d'inspection l'extrait des rondes réalisées du 19 au 25 août

2024 à la suite du rappel réalisé au mois de juillet sur les horaires de présence et la fréquence des rondes. Il actualisera son contrat avec son prestataire afin que les plages de présence obligatoires du prestataire soient cohérentes avec les horaires d'ouverture du site. Il s'assurera régulièrement du respect de ces exigences.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Aire aspiration

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Aire aspiration
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7.4.1 de l'arrêté modifié du 25 novembre 2010 susvisé :</p> <p>« <i>L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur et entretenus en bon état de fonctionnement.</i></p> <p><i>Les ressources minimales en eau (420 m3/h pendant 2 h) doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention ci-dessous énoncés et les moyens mobiles mis en œuvre le cas échéant par les services d'incendie et de secours, y compris en période de gel.</i></p> <p><i>Les ressources comprennent [...] un aménagement spécifique au droit du point d'aspiration dans la Lauch :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ [...] <ul style="list-style-type: none"> ▪ <i>Le débit moyen quinquennal de la Lauch est de 0,268 m3/s soit 964 m3/h. Une aire d'aspiration est aménagée pour un prélèvement de 240 m3/h.</i> ▪ [...] <p><i>L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens retenus dans cet article»</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 17 octobre 2023, il été constaté que l'aire d'aspiration était encombrée (stationnement de véhicules), qu'elle était située à proximité d'un stock important de matières combustibles (traverses de chemin de fer), qu'elle n'était pas matérialisée et signalée et qu'une végétation importante était présente entre la zone de stationnement des engins de secours et le canal de la Lauch.</p> <p>Les considérants de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 20 décembre 2023, portent uniquement sur la conformité et l'accessibilité de l'aire d'aspiration.</p> <p>Lors de la visite du 24 juin 2024, l'inspection a constaté (cf. photos en annexe) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence de végétation entre la zone de stationnement des engins de secours et le canal de la Lauch, - la présence de stockages de matières combustibles (pneus) dans des containers disposés à proximité de la zone d'aspiration. <p>L'exploitant a transmis le 12 juillet 2024 le plan de stockage des zones à risque actualisé signalisant la localisation de l'aire d'aspiration.</p>

L'exploitant a indiqué au service d'inspection qu'il n'a pas procédé aux travaux prévus pour la mise en conformité de l'aire d'aspiration au cahier des charges du service d'incendie et de secours (vu devis daté du 15/04/2024 et échange avec le SIS) à la suite d'une réunion qui s'est tenue le 7 mai 2024 avec l'agglomération de Colmar et le Syndicat Mixte de l'III. La collectivité souhaite entreprendre des travaux de rehausse de la digue et aménager une piste cyclable.

Par courrier du 12 juillet 2024, l'exploitant a également transmis au service d'inspection le compte rendu de la réunion qui a eu lieu le 4 juillet 2024 sur ces projets ainsi que le courrier daté du 11 juillet 2024 du Syndicat Mixte de l'III portant sur les mêmes sujets. Ces documents mentionnent l'impact de ces projets sur l'aire d'aspiration et l'accès pompier au site et proposent d'échanger avec le service d'incendie et de secours sur les différentes possibilités. Aucun engagement n'est pris dans ces documents sur les délais de mise en place d'une solution pérenne et conforme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra régulièrement (a minima tous les semestres et dès qu'il a connaissance d'évolutions) un état d'avancement du projet de mise en conformité de son aire d'aspiration au regard de l'avancement de ceux de l'agglomération de Colmar et du Syndicat Mixte de l'III. De plus, dans l'attente de mettre en place une solution pérenne répondant aux exigences réglementaires, l'exploitant s'assurera en tout temps de l'accessibilité des moyens actuels.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : Tous les 6 mois

N° 3 : Poteaux incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie

Prescription contrôlée :

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 74.1 de l'arrêté modifié du 25 novembre 2010 susvisé :

« *L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, conformes aux réglementations en vigueur et entretenus en bon état de fonctionnement.*

Les ressources minimales en eau (420 m³/h pendant 2 h) doivent permettre d'alimenter avec un débit suffisant les moyens d'intervention ci-dessous énoncés [...]. Les ressources comprennent 3 poteaux incendie normalisés à proximité [...] :

- *Les poteaux incendie normalisés fournissent un débit simultané de 180 m³/h.*

[...]

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens retenus dans cet article. »

Constats :

Lors de la visite du 17 octobre 2023, il été constaté que les poteaux incendie situés rue Prunier n'étaient pas aisément accessibles et que l'exploitant n'était pas en mesure de justifier des débits des trois poteaux incendie situés à proximité du site.

Lors de la visite du 24 juin 2024, le service d'inspection a constaté que deux des trois poteaux situés à proximité du site dispose d'une mesure de débit simultané (PEI n° 122 situé « Unter

<p><i>Theinheimer weg</i> » et PEI n° 121 situé rue Édouard Branly). Cette mesure a été réalisée le 22 février 2024 par la Colmarienne des Eaux. Le résultat du débit mesuré en simultanée sur chacun des poteaux est de 133 m³/h pour le PEI n° 122 et de 139 m³/h pour le PEI n° 121.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'après échange avec le service incendie et de secours le poteau incendie situé rue Edouard Branly, PEI n° 121 est trop éloigné (à plus de 250 mètres de l'entrée nord). Il a communiqué, par courrier du 12 juillet 2024, les demandes effectuées, le 24 juin et le 11 juillet 2024, à la Colmarienne des Eaux pour réaliser de nouvelles mesures de débit sur les deux poteaux les plus proches, le PEI n° 122 et un poteau situé au sud du site rue du Prunier.</p> <p>L'exploitant ne s'est pas mis en conformité avec la prescription susvisée.</p> <p>Il est à noter que le service d'inspection le jour de la visite a constaté que l'accès au poteau incendie situé au sud du site, rue des Pruniers, est accessible (cf. photo en annexe).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra au service d'inspection le nouveau rapport de mesure du débit simultanés des poteaux incendie.</p> <p>Si l'exploitant souhaite une modification de cette prescription (sur le nombre de poteau incendie), il lui appartient de communiquer un porter à connaissance au Préfet avec tous les éléments d'appréciation (cf. les 3 premiers constats).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte</p>

N° 4 : Étude mise en place de canons d'extinction

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Étude canon d'extinction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté l'exploitant respecte les dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 4 novembre 2021 susvisé :</p> <p><i>"L'exploitant étudie la mise en place d'une solution complète intégrée avec canons d'extinction pilotés. L'étude portant sur la faisabilité de cette solution, comportant le cas échéant un calendrier de réalisation, est remise à l'inspection dans le délai de 3 mois, à compter de la date de notification du présent arrêté."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le service d'inspection a constaté le 24 juin 2024 que la situation était inchangée par rapport à celle constatée en 2023.</p> <p>L'exploitant a présenté la réponse apportée par courrier du 29 novembre 2023 à l'inspection du 17 octobre 2023. Ce courrier contient une étude effectuée en octobre 2021 pour l'une des installations de l'exploitant située dans le Bas-Rhin. Cette étude ne répond donc pas à la prescription susvisée qui concerne les installations situées 75 rue Pruniers à Colmar (dans le Haut-Rhin).</p> <p>Par courrier du 12 juillet 2024, l'exploitant mentionne que la mise en place de ces canons n'est pas économiquement acceptable et n'est pas adaptée à la situation du site. L'exploitant s'appuie sur</p>

<p>l'analyse de risque incendie jointe à ce courrier. Cette analyse est incomplète (cf. point de constat n° 10) et ne permet pas au service d'inspection de se positionner.</p> <p>L'exploitant ne s'est pas mis en conformité avec la prescription susvisée.</p>
<p>Observations :</p> <p>Comme rappelé dans le rapport du 6 novembre 2023, si l'exploitant souhaite une modification de cette prescription, il lui appartient de communiquer un porter à connaissance au Préfet avec tous les éléments d'appréciation (cf. les 3 premiers constats).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte</p>

N° 5 : Étude mise en place caméra thermographiques

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Étude mise en place caméra thermographiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>D'ici le 29 février 2024, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 4 novembre 2021 susvisé :</p> <p><i>"[...] Avant sa mise en œuvre, une présentation de cette solution est transmise à l'inspection. Elle est élaborée à partir d'un audit définissant les zones à couvrir, au minimum celles où sont entreposés des déchets combustibles à l'intérieur d'un bâtiment, comme à l'extérieur, et en apportant la démonstration que toute la chaîne de contrôle (détection et traitement de l'information) ne comporte pas de faiblesse. Les opérations de tests et d'autocontrôle sont, dans ce cadre, détaillées. L'audit et la présentation de la solution sont remis à l'inspection dans le délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. [...]."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 17 octobre 2023, il été constaté que l'étude relative à la mise en place de caméra thermographique était incomplète.</p> <p>Par courrier du 29 novembre 2023, l'exploitant mentionne avoir sollicité un nouveau bureau d'étude pour étudier d'autres alternatives.</p> <p>Lors de la visite du 24 juin 2024, la situation est inchangée, la nouvelle étude sollicitée par l'exploitant est en phase de finalisation.</p> <p>Par courrier du 12 juillet 2024, l'exploitant a transmis au service d'inspection une analyse de risque incendie qui comprend cette étude. Ce document, établi par un bureau d'étude, préconise la mise en place d'une détection par caméra thermographique associée à un report d'alarme avec deux choix d'implantation des caméras (sous toiture et sur toutes les zones).</p> <p>Toutefois, il ne comprend pas de démonstration sur la fiabilité de la chaîne de contrôle (détection et traitement de l'information) ni ne décrit les opérations de tests et d'autocontrôle à réaliser. Ces éléments étaient déjà demandés à la suite du contrôle du 17 octobre 2023.</p> <p>De plus ce document n'est pas accompagné de la présentation de la solution technique retenue.</p> <p>Dans son courrier du 12 juillet 2024, l'exploitant précise que la consultation des fournisseurs pour définir le système le plus adapté est toujours en cours.</p>

L'exploitant ne s'est pas mis en conformité avec la prescription susvisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 6 : Étude réduction du risque

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/12/2023, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Étude réduction du risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 4 novembre 2021 susvisé :</p> <p><i>"Une étude de réduction du risque à la source (réduction, aménagement, isolement des stockages, gestion des stocks, des entrants ...) et d'amélioration des moyens de prévention et de propagation d'un incendie, est menée et transmise à l'inspection dans un délai de 6 mois. Un calendrier de mise en œuvre des moyens pertinents identifiés dans cette étude sera transmis, le cas échéant, dans le même délai."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 17 octobre 2023, l'exploitant n'avait pas réalisé cette étude.</p> <p>Lors de la visite du 24 juin 2024, l'exploitant a indiqué au service d'inspection que cette étude était en cours de finalisation et de relecture.</p> <p>L'exploitant a transmis un document intitulé « Analyse risque incendie » au service d'inspection après la visite, par courrier du 12 juillet 2024. Cette analyse a été réalisée par le bureau d'étude ATOSSA (indice 02 du 02/07/2024). Elle comprend des propositions sur les moyens de prévention et de protection contre l'incendie à mettre en œuvre (comme par exemple : l'ajout d'un dispositif d'une plus grande portée, la mise en place d'une astreinte, la détection par caméra thermique, conserver un gardien, etc.).</p> <p>Toutefois, le service d'inspection constate que cette étude ne contient pas de préconisation sur la réduction du risque à la source (l'analyse relève uniquement que « <i>la configuration actuelle des stocks est suffisante et favorable à une maîtrise rapide du risque</i> ») ni de calendrier de mise en œuvre. En outre, l'exploitant ne se positionne pas sur ce qu'il retient dans ces propositions.</p> <p>Par ailleurs, cette étude décrit les moyens d'extinction existants (pompes, RIA, extincteurs, etc.) et leur couverture mais n'analyse pas la ressource en eau nécessaire (cf. points de constat n° 5, 6 et 7).</p> <p>Les sources qui ont permis de définir certains débits ne sont pas mentionnées (exemples : débit du réseau d'eau public pour les robinets d'incendie armés de 3000 L/min, débit de la pompe immergées associée au lance pompier de 60 m³/h) ce qui ne permet pas de vérifier leur validité.</p> <p>Enfin, la caractérisation des risques présente dans ce document ne s'appuie pas sur les référentiels réglementaires et les méthodes reconnues (cf. arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation et circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les</p>

règles méthodologiques applicables aux études de dangers).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complètera dans un délai de deux mois son analyse en tenant compte des observations susmentionnées. Il se positionnera dans ce même délai sur les solutions qu'il retient et sur leur calendrier de mise en œuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois